

Commission: Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique: Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine: "Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?"

Auteur: Mozambique

Le Mozambique, en forme longue la République du Mozambique, est un pays d'Afrique australe, ancienne colonie portugaise. Démocratie présidentielle depuis 1992, après 15 ans de guerre civile, il y persiste tout de même un régime de parti dominant. Le Front de Libération du Mozambique, plus connu par l'acronyme FRELIMO, à l'origine parti communiste, puis de caractère social-démocrate, gouverne depuis 1975, année d'acquisition de l'indépendance. Son président actuel, Filipe Nyussi, devient chef d'Etat en 2015, premier mandat dans lequel il dépénalise l'avortement et l'homosexualité.

Pays membre de l'Union Africaine depuis 1975, le Mozambique s'inscrit dans la vision d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale. Le gouvernement cherche ainsi à défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance du pays de manière à créer les conditions appropriées permettant à la région de jouer le rôle qui est le sien dans l'économie mondiale et dans les négociations internationales, notamment avec l'Union Européenne.

Cependant, le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres du monde (la moitié de sa population y vit sous le seuil de pauvreté) et le troisième pays le moins développé (avec un indice de développement humain de 0,327). Notre économie repose essentiellement sur l'agriculture.

Cette pauvreté très marquée engendre aussi des problèmes sociaux. L'exclusion sociale: les groupes plus fragiles comme les femmes, les jeunes filles, les personnes âgées ou handicapées et les malades du HIV/sida sont systématiquement exclus et discriminés. Leur accès à la sécurité sociale est limité et ils ne parviennent pas à faire valoir leurs droits. Notre protection sociale défaille sans aide extérieure ne parvient pas à offrir un enseignement et des soins de santé de qualité à la majorité de la population. Sans de véritables chances de développement et un minimum de dispositions assurant la protection juridique nécessaire, de nombreuses personnes s'enfoncent de plus en plus dans la pauvreté, ce qui ralentit la machine économique.

Cela rend le pays dépendant des contributions étrangères pour dynamiser notre développement économique, notamment dans les secteurs du tourisme et dans l'industrie minière. La découverte en 2010 des plus grandes réserves de gaz naturel d'Afrique subsaharienne avait fait miroiter au Mozambique une place parmi les dix premiers exportateurs mondiaux. La province à majorité musulmane du Cabo Delgado (nord-est) avait alors vu naître trois mégaprojets: (un opéré par Total Energies (français), un par l'américain ExxonMobil et un mené par l'italien ENI) qui devaient permettre d'ici le début des années 2030, de doubler les revenus du Mozambique tirés du gaz naturel liquéfié (jusqu'à 3 milliards de dollars par an) doublant à eux seuls les revenus actuels du pays.

Fin mars 2021, une attaque surprise sur la petite ville côtière de Palma a suspendu jusqu'à nouvel ordre l'énorme projet de Total (16,5 Milliards), situé à seulement quelques kilomètres. Les attaques jihadistes dans la province de Cabo Delgado, située dans le nord du Mozambique, sont montées en puissance depuis un an, le groupe al-Shabab n'hésitant plus à incendier les villages et à décapiter des hommes. Mais jusqu'à présent, le président Filipe Nyusi se montrait réticent à toute aide étrangère, insistant sur la souveraineté du pays, indépendant depuis 1975.

Finalement, Nyusi a accepté le débordement de nos troupes et a fait appel à une aide militaire extérieure: la France, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg se sont déclarés prêts à répondre à l'appel du Portugal, pays qui partage la même langue que le Mozambique. Le Portugal a indiqué être disposé à fournir la moitié des effectifs. Le fond Européen pour la paix a donc approuvé une mesure d'assistance économique pour le Mozambique d'un montant de 40 Millions d'euros.

De leur côté, les seize dirigeants des pays d'Afrique australe ont annoncé le 24 juin 2021 un accord pour l'envoi de troupes au Mozambique. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC, 16 pays) a "approuvé la mission de la force d'attente de la SADC [et du Rwanda] pour soutenir le Mozambique dans son combat contre le terrorisme et les violences extrémistes au Cabo Delgado".

De plus, notre pays est vulnérable aux catastrophes climatiques, qui l'affaiblissent économiquement: la seconde ville du pays a été ravagée par deux cyclones dont les dégâts sont estimés à plusieurs milliards d'euros.

Le Mozambique possède donc un atout majeur: une des plus grandes réserves de gaz exploitable actuellement, et tente de l'utiliser en sa faveur pour se développer économiquement . Cependant, la situation du pays -notamment la dégradation de la crise humanitaire, la montée en puissance des groupes extrémistes et la vulnérabilité face aux aléas climatiques- nous place dans une position d'infériorité lors des négociations. Le Mozambique mettra donc tout en œuvre dans le but de parvenir à une coopération effective entre l'UA et l'UE, tout en défendant sa souveraineté nationale, afin de trouver des solutions aux problèmes économiques et politiques majeurs, ainsi qu' environnementaux et sociaux.